



Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie

Nîmes, le

14 NOV. 2019

Unité inter-départementale Gard-Lozère

Subdivision ICPE Déchets

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°19-048 DREAL

mettant en demeure la société Sarl BORRAS TRUCKS à AIGUES-VIVES

en application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de satisfaire aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage)

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu** le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L.171-8 ;
- Vu** le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012, réglementant le fonctionnement des centres de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usage ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°79-104N du 20 décembre 1979, réglementant le fonctionnement du centre de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usage, exploité par la Sarl Borras Trucks à Aigues Vives ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 octobre 2019 adressé à la Sarl Borras Trucks, conformément aux dispositions de l'article L. 541-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de réponse de la Sarl Borras Trucks ;

Considérant que la Sarl Borras Trucks exploite des installations classées sur son site industriel d'Aigues Vives réglementé par l'arrêté préfectoral n°79-104N du 20 décembre 1979 susvisé ;

Considérant que l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé impose que le point le plus éloigné de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'une prise d'eau permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures ;

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 02 octobre 1979 que le point le plus éloigné de l'installation de la Sarl Borrás Trucks est situé à plus de 100 m du poteau incendie ;

Considérant que les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ne sont pas respectées ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, et en particulier à la sécurité ;

Considérant les délais techniques pour réaliser les études et travaux de mise en conformité ;

Considérant que la Sarl Borrás Trucks, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de régulariser sa situation ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE :

Article 1

La Sarl Borrás Trucks, dont le siège social se trouve 1150, RD 142 30670 Aigues-Vives, est mise en demeure dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son site industriel situé à Méjannes Les Alès, en ce qui concerne le poteau incendie de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

Article 2

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à l'article 1 et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la Sarl Borrás Trucks et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,

Monsieur le maire de la commune d'Aigues Vives,

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Occitanie

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,
Pour le Préfet,
le secrétaire général

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Nîmes, conformément aux dispositions de l'article L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement.